

Sommaire

Fonctionnaires

Deux centrales syndicales rejettent le code du Travail

Soir Info - vendredi 09 août 2019

Société

La région du Bélier a désormais son guichet

Fraternité Matin - vendredi 09 août 2019

Le bien-être des populations au cœur des débats

Fraternité Matin - vendredi 09 août 2019

L'hommage de la ministre Raymonde Goudou à Brice Kouassi

L'Intelligent d'Abidjan - vendredi 09 août 2019

La Sodeci échange avec les visiteurs et dévoile ses services

Soir Info - jeudi 08 août 2019

Politique

Ouattara prépare du lourd

Le Jour Plus - vendredi 09 août 2019

Le Rhdp affine sa stratégie dans les Grands ponts

Fraternité Matin - vendredi 09 août 2019

L'opposition dépose une requête devant la Cour Africaine des Droits de l'Homme

Le Nouveau Réveil - vendredi 09 août 2019

Conjoncture économique et sociale

Les professionnels sensibilisés aux meilleures pratiques

Le Nouveau Réveil - vendredi 09 août 2019

L'Igf veut relever les défis liés à la gouvernance

Le Jour Plus - vendredi 09 août 2019

Credit Access apporte son appui au gouvernement

Fraternité Matin - vendredi 09 août 2019

La Bad s'assure du bon déroulement du processus

Fraternité Matin - vendredi 09 août 2019



ELECTIONS SOCIALES À VENIR

Deux centrales syndicales rejettent le code du Travail



Soro Mamadou (ici) et Yves Kodibo (Ph. DR)

Plusieurs préalables soulevés

Yves Kodibo, Secrétaire général (Sg) de l'Union nationale des travailleurs de Côte d'Ivoire (Unatrci) et Soro Mamadou, son homologue de la Centrale syndicale humanisme (Csh) ont co-animé une conférence de presse, le jeudi 8 août 2019, au siège de Humanisme, à Adjamé. Ils ont rejeté le code du Travail comme bréviaire pour l'organisation des élections sociales en Côte d'Ivoire dont le processus arrive à terme, le 4 novembre 2019. "Aujourd'hui, le ministère, veut reprendre le processus (ndlr, le processus arrêté en début d'année), mais au lieu de tenir compte des différentes observations des centrales syndicales et des recommandations de l'atelier de Grand- Bassam, en vue d'un processus inclusif, participatif et démocratique, les mêmes personnes, une fois encore, dans le souci d'entretenir constamment l'exclusion, ont décidé de confier à la Commission consultative du travail (Cct), une structure où l'Unatrci et Humanisme ne siègent pas, le soin d'adopter

des textes devant organiser les élections sociales. Les délibérations de la Cct, le 9 août 2019, ne sauraient engager l'Unatrci et Humanisme. Par conséquent, elles ne peuvent nous être imposées (...) L'Unatrci et Humanisme voudraient rappeler que les élections professionnelles doivent être inscrites dans un cadre juridique au-dessus du Statut général de la Fonction publique et du Code du Travail. En conséquence, une structure intégrant effectivement l'Unatrci et Humanisme devrait être mise en place, pour faciliter la validation des textes relatifs à l'organisation des élections sociales. Il faut donc : au préalable, l'écriture d'un projet d'ordonnance qui tienne compte des propositions de l'Unatrci et de Humanisme, un vrai projet d'ordonnance, en lieu et place de la modification de l'article 54.1. du Code du travail. Cette modification de l'article 54.1. ne peut être la base juridique qui va mettre en compétition, les centrales syndicales. Les élections prévues dans le Code du travail se font dans les entreprises, tous les deux (02) ans, sur convocation du collège électoral par le patron de l'entreprise. Pour les élections sociales, c'est l'ensemble des travailleurs (représentant le collège électoral), sur toute l'étendue du territoire national qui doit être convoqué. Lesdits travailleurs seront convoqués, le même jour sur l'ensemble du territoire national. Le Code du travail n'est pas habilité à convoquer les fonctionnaires et agent de l'Etat, à un suffrage. Il apparaît clairement qu'il faut un nouveau dispositif légal, autre que le Code du travail, qui instituera les élections sociales et qui permettra de convoquer, et les travailleurs du secteur privé, et les fonctionnaires et agents de l'Etat, a un tel suffrage", a indiqué Soro Mamadou qui a lu la déclaration liminaire. Par la suite, il a exigé l'existence d'un Guide électoral consensuel qui détaille et précise toutes les étapes du processus, à savoir : la qualité d'électeur, la nature du scrutin, l'organisation du scrutin, les critères d'éligibilité, le règlement du contentieux, le respect de l'esprit de l'atelier de Grand Bassam, des 21, 22 et 23 janvier 2019 : le tripartisme, l'inclusion, la participation et la démocratie.

DOMINIQUE FADEGNON

Emploi jeunes / Raymonde Goudou Coffie, ministre de la modernisation de l'Administration et de l'innovation du service public, a procédé le 5 août, dans les locaux de la mairie de Toumodi, à l'ouverture officielle du guichet Emploi jeunes en présence de milliers de jeunes venus de toute la région.

La région du Béliér a désormais son guichet



Près de 500.000 jeunes bénéficieront d'opportunités de stage. (PHOTO : DR).

citoyen dénommé «Milliê», qui va contribuer à la modernisation de l'administration au profit des usagers. « Le gouvernement vous donne la possibilité et l'opportunité de vous construire une vie décente, de faire valoir votre esprit de responsabilité et de vous impliquer réellement dans le développement et la croissance économique de notre pays », a indiqué la ministre.

N'DRI CÉLESTIN

Raymonde Goudou Coffie, ministre de la modernisation de l'Administration et de l'innovation du service public, a procédé le 5 août, dans les locaux de la mairie de Toumodi, à l'ouverture officielle du guichet Emploi jeunes en présence de milliers de jeunes venus de toute la région. La ministre a expliqué que les guichets visent à permettre aux jeunes de bénéficier des opportunités contenues dans le programme social du gouvernement. Le guichet est donc la représentation communale de l'Agence Emploi jeunes. Il a en charge, selon elle, de fournir dans les régions et villes les premières prestations en matière d'accueil, d'information, d'inscription sur la plateforme technologique de l'Agence Emploi jeunes. Et d'orienter ceux-ci vers les offres de stage, d'apprentissage, de formation qualifiante et de financement mis à leur disposition. Raymonde Goudou Coffie a longuement rendu hommage à la politique sociale du Président Alassane Ouattara, qui permet d'amplifier les effets sociaux de la croissance en améliorant le bien-être des populations. Elle a également expliqué que dans le cadre de l'axe 4 du programme social du gouvernement (Psgouv), ce sont près de 500.000 jeunes qui bénéficieront d'opportunités de stage, d'emploi, de financement de projets et de formation qualifiante, sur l'ensemble du territoire national, pour un montant de plus de 141 milliards Fcfa. Elle a ajouté que les guichets travailleront en synergie avec les mairies qui les hébergent. Après avoir salué les efforts du Premier ministre en faveur de l'autonomisation des jeunes, elle s'est dite solidaire de ce vaste chantier, à travers le portail



Didiévi / Gestion communale / Les rencontres de réflexion sur le développement de la commune de Didiévi s'achèvent aujourd'hui après l'adoption des recommandations formulées par plus de 150 participants.

Le bien-être des populations au cœur des débats



La ministre Raymonde Goudou Coffie a présidé la cérémonie d'ouverture des états généraux de développement de la commune de Didiévi. (PHOTO : SÉBASTIEN KOUASSI)

Les états généraux de Didiévi, cadre de réflexion autour du développement de la commune, ont effectivement débuté le 8 août dans les locaux de la mairie. Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public qui a ouvert officiellement les travaux, s'est félicitée de cette initiative et de la détermination du maire de Didiévi, Brice Kouassi, dont la préoccupation majeure demeure le développement et le bien-être de ses parents. Selon elle, les populations de Didiévi qui ont massivement porté leur choix sur lui, le 13 octobre 2018, ont eu raison. Parce qu'il n'a pas attendu d'être le premier magistrat de la commune pour poser des actes de développement. Raymonde Goudou Coffie a également noté que ces états généraux qui s'inscrivent dans une démarche participative, avec pour thème « Ensemble pour construire Didiévi », épousent la vision du Président de la République Alassane Ouattara. Celle d'associer toutes les populations à leur propre développement, afin de mieux répondre à leurs aspirations. En sa qualité de ministre en charge de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, elle a rappelé que l'une de ses missions est d'accompagner la politique de décentralisation, par la dématérialisation des procédures et actes administratifs, afin de permettre aux usagers de réduire considérablement leurs démarches. D'où la création du portail « Milliè » qui signifie en langue locale « pour moi ». Une invite à l'appropriation de cet outil. Pour sa part, le maire Brice Kouassi a rendu hommage à ses prédécesseurs qui ont fait ce qu'ils pouvaient pour tracer les sillons du développement de Didiévi. Brice Kouassi a indiqué qu'au

moment où la Côte d'Ivoire aspire à intégrer le cercle des nations émergentes, sous la houlette du Président Alassane Ouattara, la commune de Didiévi entend saisir, sous son impulsion, toutes les opportunités qui s'offrent à elle, pour amorcer son développement harmonieux. « En ma qualité de maire de la commune, j'ai placé au cœur de ma politique de gestion, le concept du Développement endogène. Depuis 2011, j'ai entrepris de fédérer les populations, les cadres et tous les ressortissants de Didiévi autour dudit concept », a-t-il souligné. Avant de préciser que ce modèle de développement est centré sur l'action de toutes les forces vives, la prise en main de leur destin commun et la réalisation de grands projets communautaires. Dans cette dynamique de concertation et de mobilisation de tous, dira-t-il, le maire et son Conseil municipal entendent inscrire le plan d'actions communal dans une démarche de co-construction. Toute chose qui se traduit en 30 projets de développement où chaque habitant peut participer à la vie de la commune, à travers un avis, une suggestion, une doléance, un conseil émanant selon lui, de comités et d'associations mis en place. « En effet, ces états généraux s'inscrivent dans un cadre de discussions permettant de dégager les priorités d'actions de développement, tout en mettant les préoccupations des populations au cœur de l'action communale. Car la politique de décentralisation suppose un développement inclusif, une participation pleine et entière des populations et une gouvernance optimale sur la base de la démocratie », poursuit-il. Pour le maire Brice Kouassi donc, les états généraux sont l'occasion de faire un diagnostic des faiblesses, des potentialités et opportunités de développement de Didiévi. Il s'agit d'apporter des éléments de réponse, des solutions et autres recommandations dans les domaines économiques, sociaux, éducatifs, culturels, sanitaires après l'ouverture solennelle des travaux, Noël Tahet, directeur général adjoint de la Décentralisation et du Développement local a animé la conférence inaugurale portant sur le thème « La politique de décentralisation ». Cette journée a également été meublée par des réflexions sur les cinq thèmes programmés : quelles contributions des mutuelles, associations et coopératives dans le développement de Didiévi; développement agricole de Didiévi ; développement de l'économie locale et promotion humaine. Les travaux en commissions, la présentation du rapport général et la cérémonie de clôture de ces états généraux ont lieu aujourd'hui. Le sénateur Kouamé Loukou Léon représentait le président du Sénat, Jeannot

Ahousou-Kouadio à ces états généraux. Le maire de Bouaflé, Lucien Léhié Bi, prend part aux travaux.

N'DRI CÉLESTIN



Brice Kouassi et plus de 500 participants pour un « développement endogène » de Didiévi

L'hommage de la ministre Raymonde Goudou à Brice Kouassi



Raymonde Goudou (Photo Adam Ben)

administratives. Nous avons mis en place, le portail Miliè qui en est une des étapes importantes afin que les requêtes des citoyens soient prises en compte et adressées aux différentes administrations et départements ministériels pour leur prise en compte ».

Le jeudi 8 août 2019 a eu lieu la cérémonie d'ouverture des états généraux du développement de Didiévi qui se dérouleront jusqu' au 10 août 2019 à la mairie de cette ville autour du thème : « Ensemble pour construire Didiévi ». « J'aimerais féliciter le maire pour son engagement, sa détermination auprès de ses parents, frères et sœurs de Didiévi qui n'ont pas hésité à vous plébisciter lors des dernières élections locales. Et d'avoir fait de vous ce jeune maire dynamique et très imprégné des réalités qui sont la gestion d'une commune. Ils ont eu tellement raison qu'en quelques mois d'exercice, vous décidez d'organiser les états généraux de la commune de Didiévi en mettant en contribution tous vos administrés afin que chacun s'approprie les leviers du développement de cette commune. Cette démarche participative, chers frères, monsieur le maire est à votre honneur », a dit la ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou Coffie. Et d'ajouter : « Je peux affirmer sans hésitation que c'est ce que le président de la République, Alassane Ouattara attend de chacun des fils et fille de notre pays et de surtout chacun de ses collaborateurs (...) Mes missions m'amènent à intégrer les collectivités locales et d'apporter un appui à la décentralisation. Comment donc rapprocher le citoyen-client de son administration et relever son taux de satisfaction à partir de la dématérialisation des procédures



Semaine nationale de la propreté

La Sodeci échange avec les visiteurs et dévoile ses services



Des ministres lors de leur passage au stand de la Sodeci ...
(Ph. DR)

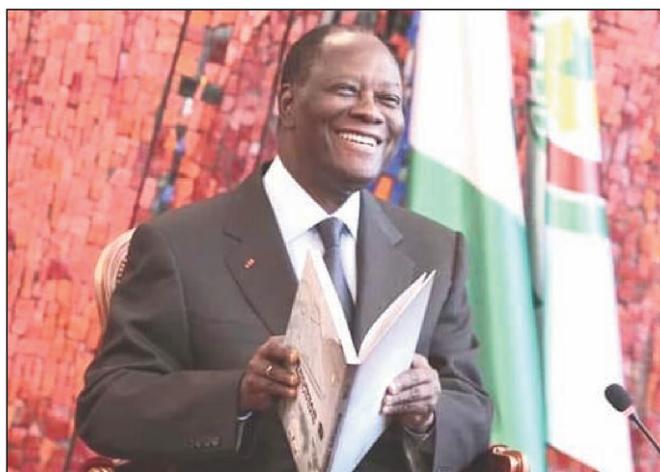
Instituée par le gouvernement ivoirien en vue d'oeuvrer à un cadre de vie sain, la Semaine nationale de la propreté (Snp) a été célébrée, du 1er au 6 août 2019. Thème choisi pour cette édition: << La propreté, c'est bien vivre avec les déchets Une occasion saisie par le concessionnaire du service de distribution publique urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire, la Société de développement d'eau en Côte d'Ivoire (Sodeci), pour communiquer sur ses services. Il s'est agi, pour la Sodeci, qui a pris part, le vendredi 2 août 2019, au salon d'exposition de la Cgrae-Uemoa au Plateau, où était célébré la Snp, d'échanger avec les visiteurs (Grand public, industriels, institutions et décideurs publics, privés) et de dévoiler sa mission. A savoir: Informer sur la Sodeci et ses services, ses différents moyens et stratégies mis en oeuvre dans le cadre de l'assainissement (station de pompage S1 pont De Gaulle, station de Refoulement S7 Abobo, station de désodorisation Port-Bouët, station Digue de Koumassi et de station de refoulement 7G1 de Marcory) ; Sensibiliser les usagés sur la bonne gestion des eaux usées ; Renforcer les actions de sensibilisation et de mobilisation à l'entretien du cadre de vie et de travail (Branchement au réseau d'assainissement, avaloirs et conduites d'eaux pluviales). Présent aussi à ce Salon, Anne Désiré Ouloto et Raymonde Goudou Coffie, respectivement ministre de la Salubrité, de l'environnement et du développement durable (Minsedd) et ministre de la Modernisation de l'administration et de innovation du service public (Maisp), étaient présentes à cette cérémonie. Qui était placée sous le haut patronage de Amadou Gon Coulibaly, sous le parrainage du ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko et la coprésidence des ministres Sidiki Diakité, Alain Donvahi et Moussa Sanogo.

SÉVERIN DJAHA



Présidentielle 2020 / candidature du Rhdp / La présidentielle ivoirienne de 2020 approche à grands pas. Le président Alassane Ouattara œuvre à garantir au Rhdp la victoire au premier tour.

Ouattara prépare du lourd



Ouattara compte pérenniser la gouvernance Rhdp à travers son travail d'hercule à la tête de la Côte d'Ivoire.

C'est un plan d'action lourd de qualité et de contenu qu'élabore le président Alassane Ouattara, afin de pérenniser la gouvernance Rhdp. Le visage de plus en plus rassurant présenté par cette coalition dérouté chaque jour l'opposition politique qui risque d'être battue au premier tour. Depuis son élection lors de la présidentielle de 2010, il adopte une démarche inclusive qui attire chaque jour les ivoiriens vers le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix. Encore plus aujourd'hui, du fait du départ de Bédié de la présidence de cette coalition et des dissensions qui minent l'opposition politique, les populations sont convaincues que leur bonheur ne peut se trouver qu'au sein de la famille des houphouëtistes. Ce schéma de rassemblement qui fournit au Rhdp les meilleurs lauriers électoraux depuis 2010 est complété par les infrastructures de toutes sortes dont il dote le territoire. En plus d'améliorer le vécu quotidien des populations, ces réalisations sortent les régions du marasme et du dénuement, ce qui les rapproche à grands pas vers l'émergence. Raison pour laquelle à chaque occasion, les ivoiriens témoignent leur reconnaissance à Alassane Ouattara dont la générosité créera un devoir de redevabilité chez les populations. Dans le but de poursuivre valablement la reconstruction de la Côte d'Ivoire, Ouattara s'attèle à mettre en place l'équipe censée prendre le flambeau de la gouvernance en 2020. Il s'agira de cadres tout aussi imprégnés des idéaux de dialogue, de paix, de rassemblement et d'union chers au père fondateur Félix Houphouët-Boigny, soucieux d'entretenir et de parfaire le bilan du Rhdp. Fiers encore plus aujourd'hui, les

Ivoiriens voteront massivement pour cette équipe en guise de reconnaissance à Alassane Ouattara qui relooke, redimensionne et repositionne la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international. Un leader généreux dans l'effort et le partage « Ces importants investissements qui ont été réalisés pour la région de la Mé sont le reflet de ce qui a été fait à l'échelle du pays tout entier. Aucune région ne restera en marge de cette marche vers l'émergence. Aucune région ne sera oubliée dans notre volonté permanente de partager les fruits de la croissance. Je voudrais vous assurer de notre engagement à toujours faire plus pour le développement économique de notre pays ». C'est l'engagement pris le 3 août 2019 à Adzopé par le président Alassane Ouattara. Ses propos mettent en évidence sa générosité. A travers les réalisations du N° 1 ivoirien sur l'étendue du territoire, les populations se sentent prises en compte par le président du Rhdp, une donnée qui pèsera lourd au profit de cette coalition. Partout en Côte d'Ivoire, des hôpitaux, des écoles, des tronçons bitumés ou réprofilés, des ponts, l'électricité et l'eau potable offerts par Ouattara renforcent la sympathie, l'admiration et l'amour des populations pour celui-ci. Il est donc probable selon les observateurs que les Ivoiriens transfèrent ces sentiments à la coalition au pouvoir dont le candidat aura l'aval et la bénédiction du président Alassane Ouattara lors de la présidentielle de 2020. La famille des houphouëtistes unie pour le triomphe final « Le bilan positif du président Alassane Ouattara sera notre principal programme de campagne ». C'est ce qu'a déclaré le ministre Abdallah Toikeusse Mabri le 16 juillet 2018, lors de l'Assemblée générale constitutive du Rhdp. Cet aveu met certes en évidence le travail d'hercule du président Alassane Ouattara qui profitera à son parti lors des scrutins qui seront organisés en 2020. Mais il fait ressortir encore plus la force que constitue désormais le creuset politique des héritiers du père fondateur Félix Houphouët-Boigny. Se fondant sur les idéaux d'union et de rassemblement du "vieux", Ado a réussi à en faire une famille véritablement unie qui ira à la conquête de la conservation du pouvoir d'état en 2020. En application du dialogue et de la tolérance non moins promus par le premier président ivoirien, les cadres et militants du Rhdp resserrent continuellement leurs liens dans le but de triompher de leurs adversaires lors de la présidentielle de 2020.

DIABATÉ FRANCK BOYO



Alliance des Houphouétistes / Le coordonnateur général de l'alliance des Houphouétistes de Dabou a échangé, hier, avec les militants de cette ville.

Le Rhdp affine sa stratégie dans les Grands ponts



d'adhérer aux idéaux du Rhdp. Je souhaite que le Rhdp soit un exemple de réussite pour la victoire en 2020 », a-t-il insisté. Le maire de Dabou, JeanClaude Niagne Yédé, lui, a affirmé que la base du Rhdp dans toutes les régions du pays, notamment dans celle des Grands-Ponts, doit se mettre au travail dès maintenant pour quadriller le terrain dans l'optique de faire triompher leur parti au terme de la présidentielle de 2020. Emmanuel Esmel Essis a profité de cette rencontre pour demander aux uns et aux autres de s'inscrire dans la vision de paix, de cohésion et d'union du Chef de l'exécutif. « Rien ne peut se bâtir sans le vivre ensemble. Nous devons, autour de nous, véhiculer des messages de tolérance en vue d'avoir des sympathisants et de nouveaux militants », a-t-il invité. Le sénateur Gabriel Yacé a abondé dans le même sens que lui. Il a demandé aux militants du Rhdp d'être des vecteurs de paix et de cohésion sociale. Joachim Beugré, pour sa part, les a invités à poser des actes qui rassurent les Ivoiriens, notamment les électeurs de la région des Grands-Ponts.

KANATÉ MAMADOU

Coordonnateur général du Rhdp dans la région des GrandsPonts, Emmanuel Esmel Essis, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la Promotion de l'investissement privé, est à l'œuvre. Il a échangé, hier, avec les membres du conseil politique, du conseil national et les coordonnateurs associés de Dabou, Jacqueline et Grand-Lahou de la formation politique des Houphouétistes. L'objectif était de faire la connaissance des personnalités de la région qui ont été nommées dans les instances du Rhdp, à l'effet de préparer le terrain pour la victoire de ce parti aux échéances électorales de 2020. « Le président a nommé des cadres, des élus et des fils des Grands-Ponts dans le conseil politique, le conseil national ou en tant que coordonnateurs. Pour bien travailler, il est indispensable qu'on se connaisse en vue de coordonner des actions de terrain pour l'atteinte des objectifs du Rhdp, qui est la victoire en 2020 », a-t-il expliqué lors d'une réunion à la mairie de Dabou. Emmanuel Esmel Essis avait à ses côtés, pendant cette rencontre, le sénateur Gabriel Yacé, le coordonnateur associé et maire de Jacqueline, Joachim Beugré. A l'assistance venue l'écouter, il a soutenu que la coalition des Houphouétistes a besoin de femmes et d'hommes vaillants pour mener des actions de terrain en vue de " vendre" le Rhdp et « le vivre ensemble » prôné par son président. « Je veux que vous soyez des hommes prêts à aller au contact des populations, à les convaincre



Réforme de la CEI / Après le rejet de leur saisine par le Conseil Constitutionnel

L'opposition dépose une requête devant la Cour Africaine des Droits de l'Homme

CEI / Après le rejet de sa saisine par le Conseil Constitutionnel

homme de paix et héritier digne de confiance • Le don de soi pour la réconciliation et le bonheur partagé

L'opposition dépose une requête devant la Cour Africaine

• Ce qui va faire la différence

Les députés des groupes parlementaires PDCI-RDA, Vox Populi et Rassemblement, dont la saisine a été rejetée par le Conseil Constitutionnel Ivoirien, ont déposé le mercredi, une nouvelle requête devant la Cour Africaine des Droits de l'Homme. La requête a été déposée par les soins de leur avocat, Me Blessy Jean Chrysostome, mandaté à cet effet. On se rappelle que la loi voulue par le RHDP consacrant une simple recomposition de la Commission Electorale Indépendante, en lieu et place de la réforme demandée par tous, a été adoptée le 30 Juillet 2019 par l'Assemblée Nationale et le 02 Août 2019 par le Sénat. Et ce, en ignorant les observations et réserves faites par les députés de l'opposition des groupes parlementaires PDCI-RDA, Vox Populi et Rassemblement. Ces derniers, au nombre de 66 députés, ont fait une saisine du Conseil Constitutionnel le vendredi 2 août 2019, aux fins de dénoncer la manière cavalière et anticonstitutionnelle dont cette loi sur la Cei est faite et adoptée. Le lundi 5 août, le Conseil Constitutionnel de Côte d'Ivoire a jugé la requête "irrecevable en la forme" car mal étayée, selon sa décision. Arguant entre autres que « ... Considérant, relativement à la norme juridique déférée au Conseil Constitutionnel, qu'il doit s'agir d'une loi définitivement votée par le Parlement, mais non encore promulguée par le Président de la République ; Que cette première condition n'est pas remplie dans le cas d'espèce ; Qu'en effet, tout au long de sa requête, le requérant présente le texte soumis à l'examen du Conseil Constitutionnel comme étant un projet de loi, et non comme une loi déjà adoptée ; Que, même au niveau des pièces justificatives jointes, la côte n°1 est intitulée « Copie du projet de loi portant recomposition de la Commission Electorale Indépendante », l'exposé des

motifs produit est celui du « Projet de loi portant recomposition de la Commission Electorale Indépendante », et le dispositif législatif est celui du « Projet de loi portant recomposition de la Commission Electorale Indépendante ; Qu'ainsi, la présente requête, qui porte sur un projet de loi susceptible d'évoluer du fait du droit d'amendement des députés, et non sur une loi adoptée et non encore promulguée, ne respecte ni la lettre ni l'esprit de l'article 113, alinéa 1 de la Constitution ; Considérant, sur la qualité pour agir du requérant, que l'article 113 alinéa 1er de la Constitution précité exige des parlementaires désirant ester en inconstitutionnalité par voie d'action, d'agir dans le cadre de leur groupe parlementaire ou d'un collectif d'au moins un dixième des députés ou des sénateurs ; Que cependant, le député Konan Koffi Marius ne produit au dossier aucun mandat de représentation, aucune procuration, ni même une simple liste d'émargement comportant ... ». Il a donc décidé que « Article premier : La requête du député Konan Koffi Marius est irrecevable ; Article 2 : La présente décision sera notifiée au requérant et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire... ». La décision a été rendue le même lundi qui a vu la prorogation de ladite loi par le chef de l'Etat. En réplique, les députés de l'opposition qui avaient dit qu'ils n'allaient pas arrêter de lutter, au nom des populations qu'ils représentent, ont déposé une nouvelle requête, purgée des défauts allégués, le mardi 6 août 2019 devant la Cour Africaine des Droits de l'Homme à Arusha. La même qui avait ordonné la réforme de la CEI et dont la décision vient d'être foulée aux pieds par le régime RHDP.

EDDY PEHE

3ème rencontre de l'Ocal / Sida / La 3ème édition de la rencontre régionale d'échanges entre les associations/réseaux de professionnels de sexe (Ps), le long du corridor Abidjan-Lagos, a débuté ce jeudi, à Abidjan...

Les professionnels sensibilisés aux meilleures pratiques



Les acteurs engagés dans la prévention contre le Vih/Sida

La 3ème édition de la rencontre régionale d'échanges entre les associations/réseaux de professionnels de sexe (Ps), le long du corridor Abidjan-Lagos, a débuté ce jeudi, à Abidjan, à l'hôtel BelleCôte. Cette plateforme a réuni près de 42 participants, qui ont planché sur le thème, "Projet de prévention du Vih/Sida à l'endroit des populations clés et vulnérables le long du corridor Abidjan-Lagos". L'objectif général de la rencontre est de contribuer à renforcer le système communautaire des PS afin de lever toutes les barrières liées à l'accès aux services le long du Corridor Abidjan-Lagos. De façon spécifique, il s'agira, au cours de cette rencontre, de présenter les résultats des interventions menées en faveur des populations clés dans le cadre du NFM, échanger sur les bonnes pratiques transférables dans d'autres pays, les contraintes rencontrées et les leçons apprises, faire l'état de mise en œuvre des recommandations issues de la dernière rencontre tenue à Abidjan en septembre 2018, élaborer les documents de base pour la mise en place du réseau régional PS le long du corridor Abidjan Lagos, proposer une feuille de route pour la mise en place du réseau, les cibles potentielles de cette rencontre sont les professionnels du sexe (Ps), les homosexuels (Hsh), les routiers, les migrants, les jeunes filles/femmes, les utilisateurs de drogue injectable (Udi) et les personnes vivant avec le Vih (Pvvh). Selon Koné Idrissa, secrétaire exécutif de l'Organisation corridor AbidjanLagos (Ocal), il s'agit de faire du corridor Abidjan-Lagos, « un corridor de développement avec une communauté en bonne santé, jouissant de tous ses droits et circulant en toute sécurité avec ses biens ». Cette plateforme d'échanges et de rencontres est d'autant plus importante qu'elle permettra également aux associations/réseaux nationaux de professionnels du sexe d'échanger des succès, des bonnes pratiques, des problèmes à résoudre et des solutions à apporter aux

problèmes que rencontre la communauté. Après la cérémonie d'ouverture du jeudi 25 juillet, des travaux de groupe ont été formés et continuent aujourd'hui pour l'élaboration et la validation des statuts et autres documents de base pour la création du réseau. Au sortir de cette plateforme, l'Ocal fera une présentation des résultats obtenus au cours des trois années de mise en œuvre, et élaborera les documents de base du Réseau régional de professionnels de sexe, le long du corridor Abidjan-Lagos et veillera à sa mise en application.

S. S

Finances / L'Inspection générale des finances (Igf), instrument de gouvernance de proximité rattaché depuis 2014 au cabinet du Premier ministre, a remporté le prix d'excellence de l'administration publique moderne la plus innovante 2019.

L'Igf veut relever les défis liés à la gouvernance



L'inspecteur général Lassana Sylla recevant ici le prix de l'excellence des mains du médiateur de la République, Adama Toungara.

l'inspecteur général Lassana Sylla dont l'action a contribué à relever efficacement les défis majeurs liés à la promotion de la gouvernance économique et financière. Notamment, assurer une saine gestion des deniers publics ; accompagner les différents services dans l'implémentation des contrôles issus des nouvelles directives communautaires ; appuyer la lutte contre la corruption et contribuer à l'amélioration des indices de la gouvernance (Mo Ibrahim, le doing business).

A. AKA

L'Inspection générale des finances (Igf), instrument de gouvernance de proximité rattaché depuis 2014 au cabinet du Premier ministre, a remporté le prix d'excellence de l'administration publique moderne la plus innovante 2019. Elle est dirigée par l'inspecteur général Lassana Sylla qui a reçu le prix des mains du médiateur de la république, Adama Toungara, le mardi 6 août 2019, au palais présidentiel. C'était lors de la 7e édition de la journée nationale de l'excellence, qui s'est déroulée en présence du chef de l'Etat Alassane Ouattara et des plus hautes autorités gouvernementales et administratives ivoiriennes. **Relever les défis liés à la gouvernance financière.** Ce prix vient récompenser les efforts de modernisation et de dynamisation de cette structure qui a contribué de façon significative, au cours des sept dernières années, à l'amélioration de la gouvernance économique et financière de la Côte d'Ivoire en s'imposant comme un acteur majeur dans l'assainissement des finances publiques. Le projet présenté par l'Igf et qui lui vaut ce prix s'articule autour de trois axes majeurs, à savoir la modernisation et l'amélioration du cadre de travail ; l'amélioration de la gouvernance de la structure de gouvernance par le système de management de la qualité ; et l'expertise de l'Igf dans la réforme des finances publiques. « J'ai résolument engagé l'Igf - depuis 2012 - dans un processus d'amélioration continue de ses performances », a déclaré

Promotion des Tpe et Pme / Le secrétariat d'État chargé de la Promotion des Pme a conclu une convention, le 6 août, avec une institution de microfinance pour améliorer l'accès des entreprises au financement.

Credit Access apporte son appui au gouvernement



Félix Anoblé (à gauche) échangeant les parapheurs avec le directeur général de Credit Access, Ali Badini. (PHOTO : D.R.)

développement socio-économique durable. « Pour y arriver, il convient de mettre à la disposition des petits commerçants, des artisans et des Pme, les outils qui puissent leur permettre de faire face à leurs difficultés en tant qu'entrepreneurs. Et le faible accès au financement demeure l'une des préoccupations majeures », a-t-il ajouté. Le gouvernement a décidé de faire de la promotion et de l'appui au développement des Pme, un objectif central de l'agenda de reconstruction d'une Côte d'Ivoire émergente. À en croire son directeur général, Ali Badini, c'est un honneur pour Credit Access de contribuer auprès du gouvernement à réaliser cet objectif. « Nous espérons que la signature de cette convention apportera une impulsion nouvelle au dynamisme du tissu productif de notre pays », a déclaré pour sa part Ali Badini.

FAUSTIN ÉHOUMAN

L'engagement des institutions bancaires et de microfinance auprès des Pme et des Tpe (Très petites entreprises) est primordial aux yeux du gouvernement. Qui affiche de plus en plus sa volonté de faciliter l'accès de ces entreprises au financement. C'est dans le cadre de la réalisation de cet objectif que le secrétariat d'État chargé de la Promotion des Pme a conclu le 6 août, au cabinet du secrétariat, à l'immeuble Postel 2001 au Plateau, une convention avec la microfinance Credit Access. Cette « alliance stratégique », selon le secrétaire d'État, Félix Anoblé, permettra dans les prochains jours de satisfaire un grand nombre de Tpe et Pme qui ont juste besoin de montants correspondants à leurs besoins réels pour développer leurs activités. Aussi a-t-il précisé qu'elle s'adresse aux personnes ayant une entreprise ou qui souhaitent démarrer une activité économique sous certaines conditions de rentabilité et de solvabilité de leur entreprise en Côte d'Ivoire. « Il s'agit là d'une frange importante de notre économie. C'est pourquoi, je voudrais dire toute ma gratitude et la reconnaissance de l'État de Côte d'Ivoire à Credit Access qui a accepté de nous accompagner dans la mise en œuvre du pilier 1 de la Stratégie Phœnix relatif à l'amélioration de l'accès aux financements et aux marchés », s'est-il félicité. La Côte d'Ivoire, à en croire Félix Anoblé, envisage en effet de créer une masse critique de Pme compétitives, dynamiques et innovantes contribuant, de manière significative, à son



Rgph 2019 / Le recensement général de la population et de l'habitat (rgph 2019) était le 5 août au cœur d'une table ronde dans les locaux de la Banque africaine de développement (Bad) à l'immeuble Ccia au plateau.

La Bad s'assure du bon déroulement du processus



...es participants à la table ronde sur le recensement de la population. (PHOTO : D.R.)

faire en sorte que personne ne passe à travers le décompte de la population surtout pour des raisons de déplacement. Il a donc invité toutes les parties prenantes à mettre tout en œuvre pour que les populations s'approprient le rgph 2019.

ABOUBAKAR BAMBA

Le recensement général de la population et de l'habitat (rgph 2019) était le 5 août au cœur d'une table ronde dans les locaux de la Banque africaine de développement (Bad) à l'immeuble Ccia au plateau. Les échanges ont porté sur les principaux besoins en matière de gestion opérationnelle et financière du processus. Les travaux ont consisté à regarder de près les capacités logistiques nécessaires à la distribution et à la protection de l'équipement, mais également la sécurisation des procédures de rémunération des agents. L'objectif étant d'évaluer les capacités, afin de déterminer les processus logistiques et les fournisseurs de services. puis, d'aider le partenaire à mettre au point un système en ligne pour attribuer et gérer les contrats du personnel sur le terrain et effectuer les paiements correspondants. parmi les défis à relever, figure la communication à faire tant en interne qu'à l'étranger, selon Yéo Nahoua, directeur de Cabinet, représentant la ministre du plan et du développement. Yéo Nahoua a exprimé les remerciements du gouvernement à l'endroit de la Bad et du Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa) pour cet accompagnement offert à tous les pays africains engagés dans un processus de recensement dont la Côte d'Ivoire. Ces remerciements ont été appuyés par Gabriel doffou N'Guessan, dg de l'Institut national de la statistique (Ins). d'autant plus que « la rencontre arrive à point nommé pour faire le bilan et renforcer les moyens», puisque le processus est entré dans sa phase pratique. Quant à Caspar peek, représentant de l'Unfpa en Côte d'Ivoire, il s'est félicité de la bonne collaboration avec le gouvernement. Mais aussi du fort engagement des autorités ivoiriennes en faveur du bon déroulement du processus de recensement et de sa réalisation dans les délais impartis. Il a rappelé que ce processus qui doit demeurer politiquement neutre doit